



Le bien-être animal.
Dans le monde entier.

L'initiative contre l'élevage intensif : bientôt une Suisse sans élevage industriel ?

La conseillère nationale Meret Schneider accorde une interview à QUATRE PATTES

Zurich, le 16 août 2022 – La loi suisse sur la protection des animaux est plus progressiste qu'ailleurs. Elle autorise néanmoins des conditions contraires au bien-être animal, surtout pour la grande majorité des animaux dits de rente. L'initiative contre l'élevage intensif souhaite une agriculture qui place le bien-être des animaux, des humains et de l'environnement au centre de toutes les préoccupations. Elle sera votée cet automne. L'organisation mondiale de protection des animaux QUATRE PATTES s'est entretenue avec Meret Schneider, co-initiatrice de l'initiative et conseillère nationale des Verts, à l'occasion d'une interview détaillée sur les tenants et aboutissants de cette initiative et ses conséquences pour la Suisse.

QUATRE PATTES : Madame Schneider, de nombreux politiciens et politiciennes suisses affirment que notre loi sur la protection des animaux est l'une des plus strictes au monde et qu'on ne peut dès lors pas parler d'élevage intensif en Suisse. Vous n'êtes pas de cet avis. Pourquoi ?

Meret Schneider : « Il est vrai que nous avons en Suisse une loi sur la protection des animaux relativement bonne en comparaison internationale, mais il est également possible chez nous d'élever par exemple 27'000 poulets de chair dans un hangar ; soit 14 par mètre carré. L'espace de vie d'une poule correspond donc à peine à une feuille A4. 95 % des poulets de chair n'ont jamais vu la lumière du jour avant d'être abattus, après 30 à 40 jours. Ce sont des conditions qui vont à l'encontre des besoins des animaux. Nous ne devons donc pas nous demander qui fait pire, mais si nous faisons bien. »

QUATRE PATTES : Vous êtes co-initiatrice de l'initiative contre l'élevage intensif, qui exige entre autres au minimum des normes bio pour les animaux de rente. Ne risquez-vous pas de vous attirer les foudres des agriculteurs en vous attaquant quasiment à leur moyen de subsistance ?

Meret Schneider : « Nous n'avons pas l'intention de convertir toutes les fermes au bio. Ce serait beaucoup trop compliqué. Nous souhaitons simplement nous orienter sur les normes bio en ce qui concerne les directives relatives aux besoins des animaux, plus particulièrement l'accès à l'extérieur et l'espace disponible. Nous devons garder à l'esprit que cela ne concernerait aucunement la grande majorité des agriculteurs, car ceux-ci gèrent déjà leur exploitation dans notre sens. Cela ne concerne que les grandes exploitations industrialisées. Pour l'agriculture suisse, c'est une chance, car nous exigeons les mêmes normes pour les produits importés. Les agriculteurs ne se trouveraient donc plus en concurrence avec de la viande produite à bas prix que nous importons aujourd'hui à grande échelle. L'appui des agriculteurs se voit aussi dans les associations qui soutiennent l'initiative. Par exemple les petits exploitants, Bio Suisse, KAGfreiland, Demeter et Bergheimat. Ils voient aussi dans l'initiative une chance pour l'avenir. »

QUATRE PATTES : Les opposants avancent l'argument d'une augmentation massive des prix pour les produits carnés en cas d'acceptation de l'initiative ainsi que d'une augmentation des importations ou du tourisme d'achat. Lesquels de ces arguments sont, selon vous, fondés ?

Meret Schneider : « Les produits d'origine animale deviendraient effectivement plus chers, mais pas dans les proportions massives comme prétendent les opposants. Mais ce que nous devons aussi garder à l'esprit,



Le bien-être animal.
Dans le monde entier.

c'est qu'aujourd'hui, en Suisse, un ménage moyen jette un tiers des aliments qu'il achète, alors que ceux-ci pourraient encore être consommés. L'estime pour les aliments, derrière lesquels il y a toujours un producteur, un animal et des ressources limitées fait défaut. Il faut davantage de considération pour le travail des agriculteurs et des agricultrices et pour les produits d'origine animale. Il serait souhaitable de dépenser un peu plus d'argent pour un produit d'origine animale et, en contrepartie, de ne manger peut-être de la viande que deux fois par semaine au lieu de manger deux fois par jour un aliment bon marché produit au détriment des agriculteurs, des animaux et de l'environnement. »

QUATRE PATTES : Selon vous, comment la population perçoit-elle cette initiative ? Que ressentez-vous ?

Meret Schneider : « J'ai ressenti un très grand soutien, surtout pendant la phase de récolte de signatures. Même maintenant, dans la phase de campagne, lors des animations à nos stand où nous interagissons beaucoup avec la population, nous remarquons un grand soutien de la part de la population, beaucoup de bienveillance, mais aussi un grand besoin d'information. Beaucoup de gens ne savent pas comment les animaux sont élevés et détenus, notamment à cause des publicités qui montrent souvent des poules dans les prés. Ces images ne correspondent pas à la réalité. Lorsque les gens apprennent quelles sont les normes animales et les conditions de détention réelles, par exemple que de nombreux porcs sont encore hébergés sur des sols en béton et souffrent de douleurs articulaires en conséquence, ils sont alors souvent prêts à payer un peu plus pour un produit d'origine animale dont ils connaissent la provenance et savent que l'animal a eu une vie digne. »

L'interview complète est disponible sur www.quatre-pattes.ch.